

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
1^{er} au 12 janvier

Le chiffre du mois

D'après le Haut-Commissariat au Plan (HCP), dans son dernier [rapport relatif au budget économique prévisionnel](#), la croissance économique devrait s'établir à 3,2% (contre 3,1% d'après les dernières estimations de la Banque mondiale) en 2024, après 2,9% en 2023. La reprise de l'activité économique serait soutenue par un accroissement de la production agricole

(+2,4%), une consolidation de la demande extérieure en dépit de l'instabilité de la conjoncture internationale, ainsi que les efforts d'investissement public et mesures budgétaires portés par la loi de finances 2024, notamment: (i) le programme de reconstruction et de mise à niveau des territoires touchés par le séisme d'Al-Haouz (120 Md MAD sur cinq ans, soit environ 11 Md EUR); (ii) les programmes d'aides sociales directes (25 Md MAD, soit 2,3 Md EUR) et d'aides au logement dans l'objectif de soutenir le pouvoir d'achat des ménages dans un contexte inflationniste.

Interrogé sur les trajectoires de la croissance marocaine, le Haut-Commissaire au Plan, Ahmed Lahlimi, estime que le principal défi reste la création d'emploi, particulièrement fragilisée depuis la crise de la COVID-19 (perte nette de 75 000 emplois par an en moyenne sur les trois dernières années). Afin de relever la croissance potentielle du Maroc, il souligne la nécessité de tirer parti de la croissance démographique en encourageant les investissements créateurs d'emplois qualifiés et durables.

3,2%

CROISSANCE EN 2024

Activités macroéconomiques & financières

Les investissements directs marocains à l'étranger (IDME) en nette progression

D'après l'Office des changes, le flux net d'investissements directs marocains à l'étranger (IDME) s'établit à 8,6 Md MAD à fin novembre 2023 (soit +59% par rapport aux onze premiers mois de l'année 2022). Illustration de la capacité de projection du Maroc à l'international, ces investissements sont désormais supérieurs aux flux nets d'investissements étrangers au Maroc (7,9 Md MAD en baisse de 66,7% par rapport à 2022).

A noter que les investissements marocains à l'étranger sont principalement tournés vers le continent africain (représentant en moyenne plus de 50% des IDME sur les trois dernières années). Ainsi, la Côte d'Ivoire est le 1er pays récipiendaire en stock (10,9 Md MAD, soit 1 Md EUR), suivi par le Luxembourg (5,5 Md MAD) et la France (4,0 Md MAD). Pour rappel, le Maroc est le premier investisseur africain en France.

La DGI dévoile son plan d'action stratégique 2024-2028

Après avoir engagé un processus de modernisation de la fiscalité marocaine dans son Plan stratégique 2017-2021, la Direction générale des Impôts (DGI) a souhaité adopter une approche systémique plus inclusive et participative dans l'élaboration de son Plan stratégique 2024-2028. La priorité étant au renforcement de la proximité entre l'administration fiscale et les contribuables, la feuille de route vise principalement à : (i) accroître la conformité et la sincérité déclarative en accompagnant les contribuables, notamment par l'amélioration de la communication relative aux procédures fiscales et par l'assistance en ligne ; (ii) élaborer un cadre fiscal clair et fiable aligné sur les standards internationaux en vue de garantir la sécurité juridique favorisant la croissance économique et les investissements nationaux et internationaux ; (iii) moderniser les infrastructures technologiques par l'introduction de l'intelligence artificielle.

La bancassurance en plein essor d'après l'ACAPS

Selon l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (ACAPS), dans son rapport annuel sur le marché, la bancassurance est en progression de 13,2% en 2022, avec un volume de primes de 18,3 Md MAD, dépassant ainsi pour la première fois celui des courtiers d'assurances. Le rapport note que les activités du secteur restent concentrées (85% de la production étant assurée par les trois premières banques marocaines : Attijariwafa Bank, Banque Populaire et Bank of Africa) et dominées par le segment assurance-vie et capitalisation (plus de 99% des primes d'assurances enregistrées). Pour rappel, le taux de pénétration du secteur des assurances au Maroc a atteint 3,9% en 2021 (soit le 2^{ème} rang en Afrique et le 3^{ème} dans le monde arabe).

Industries, énergie, agriculture

Industrie : le Chinois BTR New Material initie ses recrutements pour son usine de composants de batteries électriques à Tanger

Après avoir communiqué sur son projet d'usine de matériaux cathodes pour les batteries lithium-ion à Tanger, qui devrait avoir une capacité de production annuelle de 50 000 tonnes de matériaux cathodes pour un investissement de 4,9 Md MAD (environ 450 M EUR), le Chinois BTR New Material vient d'entamer ses opérations de recrutement. La tâche a été confiée à Xuesong Bai, chargé des ressources humaines. Le cadre chinois connaît bien le Maroc, pour y avoir exercé différentes fonctions pendant plus de sept ans, responsable notamment du volet RH au sein de Tiantan au Maroc, autre groupe chinois installé au Royaume, spécialisé dans l'import et la distribution de cyclomoteurs et de triporteurs.

Infrastructures : le groupe français Sade remporte le marché du raccordement du futur port de Dakhla Atlantique au nouveau complexe hydraulique de Dakhla

L'Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable (ONEE) a annoncé le résultat de l'appel d'offres portant sur le raccordement du futur port de Dakhla Atlantique aux réservoirs du nouveau complexe hydraulique de Dakhla. La Sade-CGTH (filiale de Veolia), associée à sa filiale marocaine CTHM (Compagnie de Travaux Hydrauliques du Maghreb) a été déclarée attributaire de ce projet d'environ 12 M EUR qui vise à renforcer l'alimentation en eau potable de la ville de Dakhla. La construction du port Dakhla Atlantique, lancée en juin 2022, doit s'étendre sur 1 600 hectares pour un investissement total de plus d'1 Md EUR avec une mise en service prévue pour 2028. Situé à 40 km au nord de la ville de Dakhla, il sera doté d'un complexe industriel et logistique, d'une zone d'échanges commerciaux et d'une autre dédiée à la valorisation des activités de la pêche.

Infrastructures : le port de Tanger Med prépare un plan d'investissement d'environ 7 Md MAD

Ce programme d'investissement est principalement axé sur une extension de capacité du terminal passagers et camions et la modernisation de la zone d'importations. À cet effet, l'Autorité portuaire de Tanger Med s'est notamment tournée vers la Banque Mondiale pour un financement à l'international. La SFI (Société Financière Internationale) et la MIGA (Agence multilatérale de garantie des investissements), toutes deux filiales du groupe Banque Mondiale, pourraient respectivement consentir à un prêt de 100 M EUR et garantir jusqu'à 255 M EUR de prêts commerciaux, pour couvrir en partie les coûts du projet d'extension.

Energie : Le groupe émirati Taqa annonce un investissement de 100 Md MAD à Dakhla-Oued-Eddahab dans l'hydrogène vert et multiplie les projets d'énergies renouvelables

Taqa prévoit d'investir 100 Md MAD (environ 9 Md EUR) pour la construction d'une unité d'énergie renouvelable d'une capacité de 6.000 mégawatts (MW) dans la région de Dakhla-Oued-Eddahab. Dédié à la production d'hydrogène vert, le complexe pourrait être opérationnel d'ici 10 à 15 ans. En mars 2023, le groupe avait annoncé un investissement de près de 1,5 Md EUR au Maroc pour y produire 1.000 MW d'énergies renouvelables d'ici 2030. Taqa Morocco, qui développe également un parc éolien de 300 MW à Tarfaya, pour un coût d'investissement de 4,5 Md MAD (environ 410 M EUR), fait partie des groupes et consortiums préqualifiés pour Noor Midelt II (en consortium avec l'italien Enel Green Power) et Noord Midelt III (en consortium avec les émiratis Abu Dhabi Future Energy Company PJSC – Masdar). Pour rappel, le Maroc et les Emirats Arabe Unis (EAU) ont signé, en décembre 2023, plusieurs mémorandums visant à accroître la coopération et les investissements en faveur de la décarbonation (ENR, hydrogène vert, etc.)

Transports : lancement d'une étude de préfaisabilité relative aux carburants verts au niveau de certains ports marocains

Le 15 janvier prochain, le ministère de l'équipement et de l'eau et la Banque mondiale organisent un atelier de lancement de "l'étude de préfaisabilité concernant la production, le stockage, l'approvisionnement et l'exportation de carburants à zéro carbone dans les ports du Maroc". Cette étude permettra d'examiner les options spatiales, techniques et économiques pour la production des énergies vertes destinées à la fois à l'exportation et à l'approvisionnement des navires en carburant vert dans les ports marocains. Les ports concernés par cette étude sont ceux de Mohammedia, de Jorf Lasfar, de Tanger Med et un port dans la région de Tan-Tan.

La France est le premier fournisseur de blé tendre du Maroc au T4 2023

Au cours du dernier trimestre 2023, la France demeure le premier fournisseur avec 360 000 t de blé tendre livré, devant l'Allemagne (190 000 t) et la Russie (180 000 t). La Pologne, la Lituanie, la Roumanie, la Lettonie, le Canada et les Etats-Unis figure également dans cette liste de fournisseurs qui illustre la diversification des sources d'approvisionnement du Royaume. Cette diversification se fait notamment au bénéfice du blé russe dont la première livraison (25 000 t) ne date que de septembre. Un nouveau quota d'importation donnant droit à des primes a été ouvert par l'ONICL pour la livraison de 2,5 Mt au 1^{er} trimestre 2024. Les besoins industriels du Maroc sont de 450 000 t de blé tendre par mois.

Bailleurs internationaux

Le Maroc est le 1^{er} partenaire de la BAD en Afrique du Nord

La Banque africaine de développement a annoncé, le 9 janvier, avoir engagé 2 Md USD en 2023 en Afrique du Nord, dont 704 M USD au Maroc (35% du total). Le Royaume s'impose ainsi comme le premier partenaire de la BAD dans la région, suivi par l'Egypte (677 M USD) et la Tunisie (178 M USD). En 2023, ces engagements auront notamment permis d'accompagner la généralisation de la couverture sociale et le développement de nouvelles infrastructures de santé (deux opérations de 270 M EUR).

La BEI mobilise 100 M EUR pour la gestion durable des forêts au Maroc

La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé, le 2 janvier, la signature d'une convention de financement de 100 M EUR avec le ministère de l'Economie et des Finances, au profit d'un projet de gestion durable des forêts du Maroc. Sur une période de cinq ans (2024-2028), ce programme de financement a pour vocation d'appuyer la stratégie « Forêts du Maroc 2020-2030 » et soutenir les investissements de l'Agence Nationale des Eaux et Forêts, en particulier dans les parcs nationaux et les bassins versants situés en montagne. Pour mémoire, parmi les bailleurs, le groupe AFD avait joué un rôle précurseur dans l'appui à la stratégie forêts du Maroc (prêt de 100 M EUR et subvention de 3 M EUR octroyés en 2022).

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (10/23)	2,8 %	6,2 %	-	1,8 %	4,6 %	69 % (PIB base 2014)
FMI (10/23)	2,4 %	6,3 %	12 %	3,1 %	4,9 %	69,7 % (PIB base 2007)
Bank AlMaghrib (9/23)	2,9 %	6 %	-	2 %	5,1 %	-
Haut-Commissariat au Plan (01/24)	2,9 %	6,1 %	13,5 (T3)	-	4,7 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,1 %	3,8 %	-	2,5 %	4,1 %	69,7 % (PIB base 2014)
FMI	3,6 %	3,5 %	11,7 %	3,2 %	4,3 %	69,2 % (PIB base 2007)
Bank AlMaghrib	3,2 %	2,6 %	-	2 %	4,9 %	-
Haut-Commissariat au Plan	3,2 %	-	-	-	4,5 %	-

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr